Justice. Responsabilité.
Autonomisation des jeunes. Prospérité

United SEYCHELLES

DR. PATRICK HERMINIE

LES 100 PREMIERS JOURS

UN CONTRAT SOCIAL AVEC LE PEUPLE SEYCHELLOIS

UN CONTRAT SOCIAL
AVEC LE PEUPLE SEYCHELLOIS

1 Liberté

L'armée - abroger le 10e amendement de la Constitution dans un délai de 30 jours.

Dissoudre l'équipe connue sous le nom de « Ibou Force » et mettre fin immédiatement aux pratiques de harcèlement des citoyens.

Abroger la loi sur les discours de haine afin d'améliorer la législation favorisant la liberté d'expression.

Rétablir l'Agence de presse seychelloise afin de sensibiliser la communauté internationale à l'actualité seychelloise et de rétablir le rôle de l'information comme quatrième pilier de notre démocratie.

UN CONTRAT SOCIAL
AVEC LE PEUPLE SEYCHELLOIS

2 Corruption, pouvoir judiciaire et forces de l'ordre

Réviser la législation relative à la déclaration de patrimoine des responsables politiques afin d'y inclure leurs conjoints et enfants et de la rendre rétroactive.

Modifier la Constitution pour créer un bureau du Directeur des poursuites publiques, organisme indépendant et distinct du Procureur général. La création du bureau du Directeur des poursuites publiques n'aura aucune incidence sur les affaires pénales en cours ou en attente. Le Procureur général restera le principal conseiller juridique du gouvernement.

Renforcer et améliorer l'efficacité de notre cadre juridique contre la corruption, le blanchiment d'argent, la fraude et les crimes financiers.

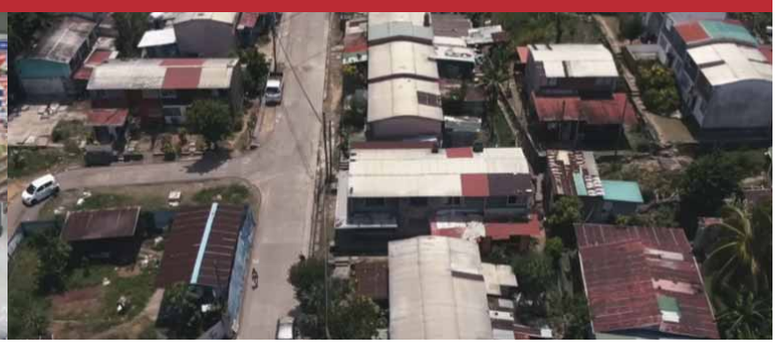
Lancer des enquêtes indépendantes sur les sujets suivants, notamment par la création de commissions d'enquête publiques :
Explosion de la companie CCCL
Projet Assomption
Projet de l'Île Longue
Travizory
Vente d'actions de Nouvobanq
Fonds Covid
Émeutes en prison des 5 et 6 décembre 2024
Projet d'entreposage frigorifique STC

Mettre en œuvre des mesures visant à éliminer l'influence politique sur le travail du pouvoir judiciaire, permettant ainsi aux juges de s'acquitter de leurs fonctions conformément à la Constitution et de restaurer la confiance du public dans notre système judiciaire.

Respecter et appliquer les dispositions constitutionnelles garantissant l'indépendance des forces de police.
Créer un cadre solide pour lutter contre l'importation et le trafic de drogue et appliquer la loi sur le contrôle des drogues aux frontières avec fermeté et équité afin d'éliminer toute discrimination.

Revoir le système électronique d'information aux frontières ou le système d'information préalable sur les passagers afin d'améliorer la situation de la population et du gouvernement seychellois et de réduire les désagréments pour les voyageurs et/ou les visiteurs dans notre pays.

UN CONTRAT SOCIAL
AVEC LE PEUPLE SEYCHELLOIS



3 Coût de la vie, réduction de la pauvreté et sécurité sociale

Rétablir le 13e mois de salaire à compter de janvier 2026.

Mettre en œuvre une législation visant à empêcher les politiciens de s'octroyer des arriérés de salaire.

Réviser la politique salariale dans le cadre du budget 2026 afin de réduire le coefficient de GINI, c'est-à-dire de réduire les inégalités de revenus. De plus, le salaire des politiciens sera plafonné pour les cinq prochaines années.

Rétablir certaines indemnités pour les fonctionnaires éligibles et supprimer l'obligation de les imposer.

Introduire des mesures pour garantir que STC retrouve sa mission initiale de prix abordables et de stabilité pour les biens de consommation de base. Ces mesures comprendront l'augmentation du nombre d'articles figurant sur la liste des prix fixes et la décentralisation des magasins de la STC vers les régions et les districts.

Rétablir le Département de la lutte contre la pauvreté et œuvrer à l'amélioration du niveau et de la qualité de vie afin de contribuer à l'élimination de la pauvreté. Ces mesures bénéficieront aux familles qui travaillent et l'accès à l'emploi est une condition préalable à leur obtention.

Simplifier l'aide sociale et le bien-être pour commencer à être efficace en 2026

Réintroduire des dispositifs tels que la carte STC et le régime d'aide au chômage pour un soutien ciblé aux plus démunis, tout en adoptant des mesures visant à éliminer les abus et la corruption.

Rétablir l'âge de la retraite à 63 ans tout en garantissant la viabilité et la pérennité du Fonds de pension grâce à des investissements prudents. Augmenter les prestations de retraite de la sécurité sociale à compter de janvier 2026.

Mettre en œuvre un nouveau programme d'aide à la garde d'enfants afin d'étendre la couverture complète de manière ciblée.

4 Réconciliation nationale et unité nationale

Pour tourner la page, favoriser la réconciliation nationale et l'unité, nous devons commencer à collaborer avec les victimes afin de négocier un accord sur un plan de paiement durable pour leur indemnisation et nous efforcer de mettre en œuvre les recommandations de la TRNUC.

Pour les trois familles qui ont perdu des proches le 5 juin 1977, nous devons commencer à appliquer scrupuleusement les dispositions du décret portant sur la création du Fonds commémoratif de la libération en octobre 1977.

De plus, nous mettrons en œuvre une loi sur l'équité administrative afin de protéger les citoyens contre les pratiques administratives déloyales et d'éliminer les divisions politiques.

UN CONTRAT SOCIAL
AVEC **LE PEUPLE SEYCHELLOIS**

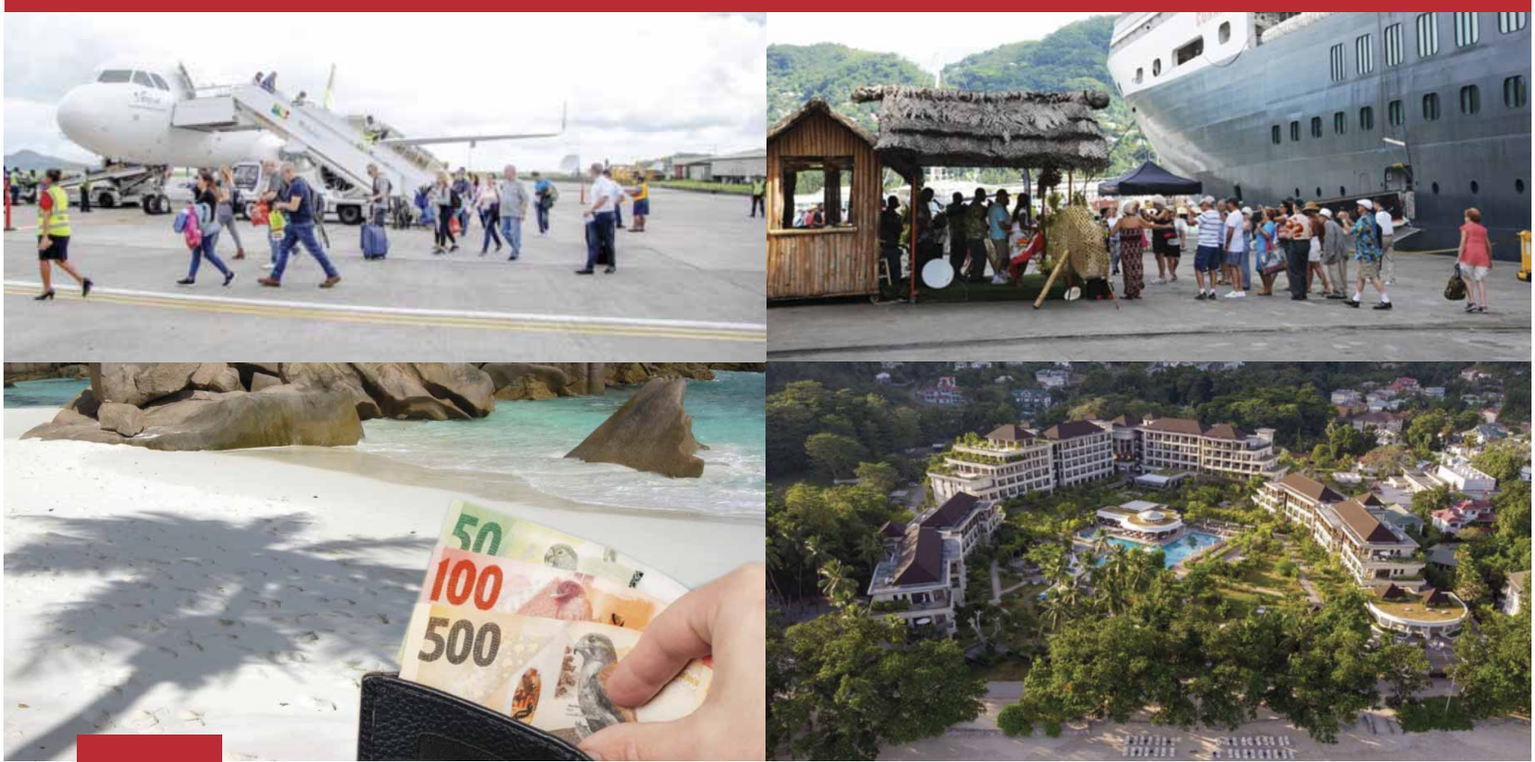
5 Santé

Créer une nouvelle Agence de santé mentale par voie législative et budgétaire 2026 afin de mieux faciliter les campagnes de sensibilisation et de prise de conscience de la communauté.

Rétablir l'Agence pour la prévention de la toxicomanie et la réadaptation (APDAR) par voie législative dans le cadre du budget 2026 afin de faciliter la mise en place et la gestion des programmes de réadaptation.

Consacrer davantage de ressources à l'amélioration de notre système de santé dans le cadre du budget 2026 pour le rendre plus robuste et plus efficace.

UN CONTRAT SOCIAL
AVEC LE PEUPLE SEYCHELLOIS



6 Tourisme

Entreprendre immédiatement des consultations avec les acteurs clés du secteur touristique, principal pilier de l'économie, afin de le relancer.

Rétablir l'Office du tourisme des Seychelles (STB) pour promouvoir les Seychelles comme destination touristique.

Supprimer progressivement la taxe sur la durabilité environnementale du tourisme afin de rendre les Seychelles plus accessibles aux visiteurs et de relancer le secteur touristique.

UN CONTRAT SOCIAL
AVEC LE PEUPLE SEYCHELLOIS

7

Éducation et autonomisation des jeunes

Un Conseil de réforme de l'éducation proposera des réformes répondant aux besoins du marché du travail et fondées sur les meilleures pratiques internationales. Il conseillera notamment le gouvernement sur les propositions visant à mettre en œuvre, dans le cadre de son mandat, les initiatives suivantes :

• Davantage de ressources et de soutien aux écoles publiques

• Un centre de formation technique et professionnelle aux Seychelles

• Un programme d'écoles d'excellence pour promouvoir et reconnaître l'excellence

• Un logement accompagné pour les étudiants talentueux issus de milieux défavorisés

Rétablir l'Agence nationale pour le développement des ressources humaines (ANHRD) et reconstituer le Fonds pour l'enseignement supérieur afin de garantir que tous les étudiants répondant aux critères d'admission dans des établissements d'enseignement supérieur reconnus n'aient pas à contracter de prêt pour leurs études, mais reçoivent une bourse d'État.

8 Autonomisation des jeunes

Un Conseil pour l'autonomisation des jeunes conseillera le gouvernement sur les mesures visant à encourager les étudiants et les jeunes à adopter des valeurs de vie saines afin de bâtir un avenir meilleur pour notre société. Ces mesures comprendront :

Des incitations financières et non financières visant à encourager les étudiants et les jeunes à exceller dans leurs études, leur profession, les arts, le sport et la culture, ainsi que dans leur vie professionnelle et des affaires – Budget 2026.

Des incitations financières et non financières visant à inciter les jeunes couples à fonder une famille solide, notamment en achetant ou en construisant leur propre maison et en soutenant l'éducation de leurs enfants – Budget 2026.

Des programmes visant à améliorer la productivité et l'inclusion des jeunes, tels que l'entrepreneuriat et le développement des entreprises, le rétablissement du Régime d'aide au chômage (URS), la redynamisation du Programme « My First Job » pour les diplômés de l'enseignement supérieur, le renforcement du Programme de reconversion professionnelle pour les décrocheurs scolaires et ceux qui n'accèdent pas à l'enseignement supérieur, ainsi que des fonds providentiels pour les jeunes entrepreneurs.

9 Conseil consultatif économique

Créer un Conseil consultatif économique composé de dirigeants gouvernementaux, de chefs d'entreprise et de dirigeants des principaux secteurs économiques, ainsi que d'experts de la société civile et du monde universitaire, afin de conseiller le gouvernement sur divers aspects, notamment :

Orientations économiques stratégiques ;

Réduction du coût de la vie et réduction de la pauvreté.

Rétablir le programme de responsabilité sociale des entreprises.

Transformer le système d'administration en ligne afin de faciliter les communications et l'accès aux services pour les citoyens, les visiteurs, les investisseurs et les entrepreneurs.

Rendre le processus d'aménagement du territoire plus efficace.

Revoir l'enregistrement des entreprises, l'octroi de licences, l'investissement et la facilité générale de faire des affaires.

Réexaminer les options de financement pour les petites entreprises afin de réduire les coûts d'investissement et de créer davantage d'opportunités commerciales pour diversifier l'économie.

Assurer un environnement plus juste et plus favorable au développement des entreprises et de l'industrie.

Protéger les consommateurs et les commerçants contre la formation d'oligarchies et de monopoles afin de préserver une concurrence loyale et la santé publique dans toutes les transactions financières et commerciales.

Veiller à ce que le système d'appel d'offres public soit axé sur les processus, les résultats, la transparence et l'équité, et à ce que les organismes publics ne soient pas privilégiés par rapport aux entités privées.

Soutenir la presence de la technologie, de la science et de l'innovation au service du développement socio-économique, notamment en rétablissant et en élargissant le rôle de l'Institut national des sciences, de la technologie et de l'innovation (NISTI) pour conseiller le gouvernement sur les alternatives énergétiques durables, abordables et sûres.

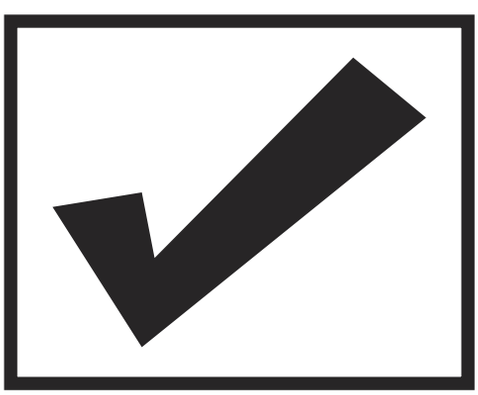
10 Culture

Un Conseil de réforme culturelle conseillera le gouvernement et le ministère de la Culture rétabli sur :

Une voie pour mettre la culture au service du développement national ;

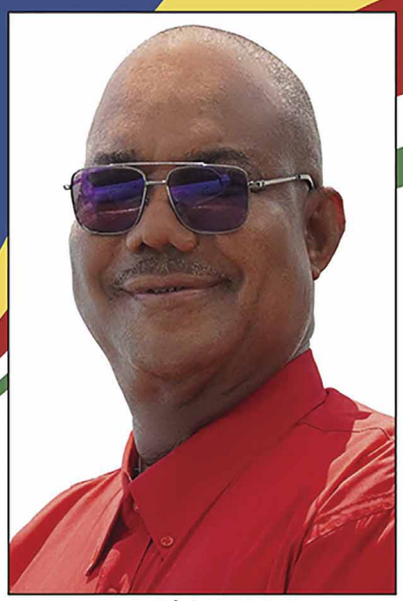
Créer de nouvelles industries, comme le cinéma, qui exploiteront la beauté de notre environnement préservé pour développer notre patrimoine et promouvoir notre destination touristique, contribuer à la génération de revenus et inspirer un nouvel espoir à notre société.

Rehausser notre identité créole en préservant et en promouvant notre culture et notre diversité en tant que peuple multiracial, en nous libérant des carcans du colonialisme et en nous adaptant aux nouvelles réalités de la civilisation moderne.



2025 VOT

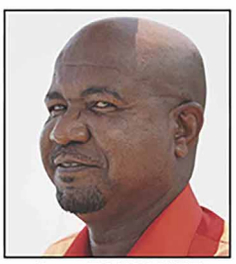
United SEYCHELLES



Dr Patrick HERMINIE
UNITED SEYHELLES PRESIDENT
& PRESIDENTIAL CANDIDATE

Hon. Sebastien PILLAY
VICE PRESIDENTIAL CANDIDATE

Sandra SULTAN
ANSE AUX PINS



Jean TOUSSAINT
ANSE BOILEAU

Darius JOLICOEUR
ANSE ETOILE

Hon. Sylvanne LEMIEL
ANSE ROYALE

Hon. Cécile LARSEN
AU CAP

Barbara CAMILLE
BAIE LAZARE

Hon. Churchill GILL
BAIE STE ANNE PRASLIN

Josy MICHAUD-PAYET
BEAU VALLON

Trevor LOUISE
BEL AIR

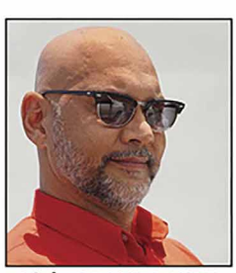
Marie-Chantale NICHOLE
BEL OMBRE

Hon. Louisette TAMBOO
CASCADE

Kevin ALBERT
ENGLISH RIVER

Nelson TIRANT
GLACIS

Nelsia BALISA-LEPATHY
GRAND ANSE MAHE



Alvin GRANDCOURT
GRAND ANSE PRASLIN

Hon. Rocky URANIE
LA DIGUE/INNER ISLANDS

Bernadette ROSALIE
LES MAMELLES

Robert DAVID
MONT BUXTON

Rodney BONNE
MONT FLEURI

Keneth ATHANASE
PERSEVERANCE

Claudette LOUISE
PLAISANCE

Hon. Conrad GABRIEL
POINTE LARUE

Hon. Egbert AGLAE
PORT GLAUD

Hon. Audrey VIDOT
ROCHE CAIMAN

Rachel SPIRO
SAINT LOUIS

Sabrina SIMEON
TAKAMAKA

Latanier Road
Maison Du Peuple
Victoria, Mahe, Seychelles
info@unitedseychelles.net
+248 4284881